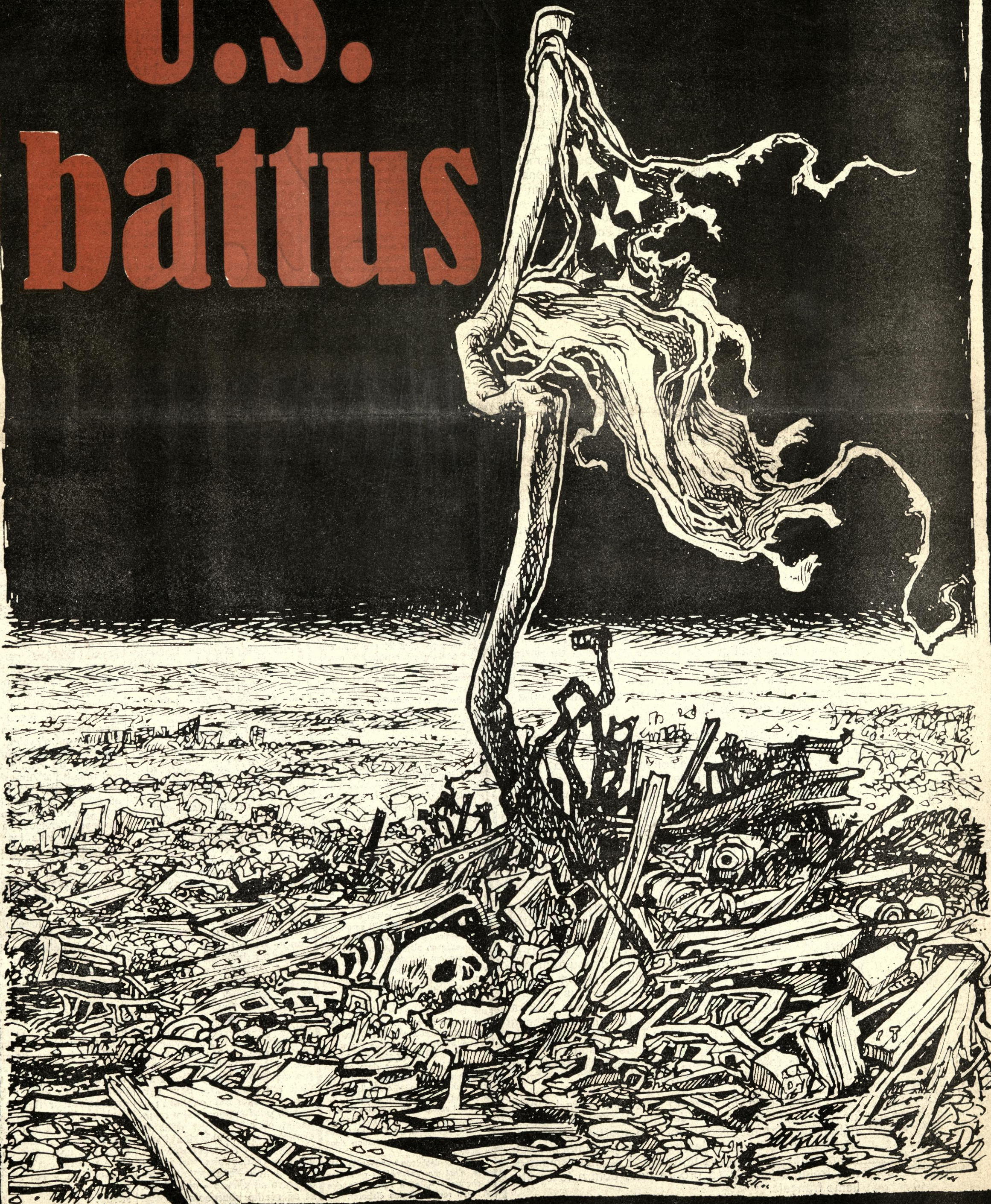


ACTION

N° 31 • VENDREDI 25 OCTOBRE 1968 • PRIX : 0,50 F • REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION • ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5*, Tél. 633-76-61 et 633-26-67

U.S. battus



HANOI SAIGON PARIS

Cet article est notre premier article sur le Vietnam. Nous avons, inconsciemment, reflété une attitude générale : le mouvement de mai et la mobilisation pour la victoire du peuple vietnamien ne s'opposent pas ; mais à aucun moment la jonction ne s'est faite entre les deux actions. Un internationalisme s'est naturellement imposé à l'esprit des militants de mai : les luttes étudiantes dans le monde. Mais un autre internationalisme — Vietnam, Amérique Latine, Chine —, qui avait pourtant aidé à faire mûrir la crise française, est resté à l'arrière-plan.

En 1966-1968, l'Amérique Latine et le « Che » ouvrent une nouvelle période révolutionnaire qui trouve ses voies propres ; la Chine et la révolution culturelle apparaissent comme une remise en cause de l'Etat et de l'appareil du Parti ; mais en France c'est essentiellement l'agression américaine au Vietnam qui est à l'origine d'une nouvelle étape du militantisme de masse, abandonné depuis la fin de la guerre d'Algérie.

Techniquement, cette mobilisation sur le Vietnam a donné des cadres au mouvement de mai. **Politiquement**, la question vietnamienne s'est évanouie avec mai et nul ne s'est plus préoccupé de l'agression américaine dès l'arrivée du premier C.R.S. Cela signifie que le lien que les organisations et les militants avaient avec la lutte du peuple vietnamien était un lien de solidarité morale. Il n'y avait pas eu véritablement lien politique — ce qui revient à dire que la question de l'internationalisme n'avait pas trouvé de réponse effective. Le problème de l'appui mutuel — et de la convergence — de la lutte des pays sous-développés pour leur émancipation et de celle des « démocraties populaires » et des pays capitalistes développés pour le socialisme reste entier.

Dans les pays capitalistes développés, les militants révolutionnaires oscillent entre deux conceptions contradictoires. Avant mai, beaucoup portaient un jugement pessimiste sur les masses occidentales et se réfugiaient dans une attitude « tiers-mondiste » : la révolution, c'est pour les autres ; nous soutiendrons — de l'extérieur — les combats du « Tiers-monde ». Depuis mai, certains camarades analysent encore la situation mondiale selon les critères de l'Occident industriel et considèrent, plus ou moins explicitement, que les luttes de l'Europe et des Etats-Unis décideront de l'avenir du monde.

Il n'y a pas une alternative « Tiers-mondisme » contre « européocentrisme » : ce n'est pas un débat politique. En Europe occidentale, comme partout ailleurs, les luttes politiques et idéologiques qui se réclament du socialisme ne seront conséquentes que si elles cherchent explicitement à résoudre ces problèmes, si elles cherchent les voies d'une alliance anti-impérialiste et révolutionnaire mondiale qui ne peut pas être une solidarité morale ou une alliance défensive. Dans une large mesure, le mouvement en France se tait et s'abstient à l'heure actuelle. On peut en trouver la cause occasionnelle dans l'ouverture des conversations entre la R.D.V. et les U.S.A. qui ont été incontestablement utilisées par les Etats-Unis — et le gouvernement français — comme un élément de démobilisation de l'opinion mondiale.

Dans ces conditions, la République Démocratique du Nord-Vietnam, faute d'un soutien international efficace, est contrainte de faire de la diplomatie secrète avec Washington. Corollaire du comportement de ceux qui ne parlent que de « paix au Vietnam », corollaire surtout de la politique de chasse gardée et de partage du monde des deux « Grands ». La R.D.V. et le F.N.L. doivent tenir compte du fait qu'il y a trois mois les chars soviétiques ont trouvé plus facilement la route de Prague que celle de Hanoi.

Cette situation exige une relance vigoureuse de l'action pour le Vietnam. Par qui ? Il ne doit plus y avoir de spécialistes de la lutte contre la répression. Au contraire, les structures créées en mai doivent s'emparer de la question. Comme la lutte contre la répression, le soutien au Vietnam doit être partie intégrante des programmes d'action des C.A. Et le gouvernement ne s'y trompe pas qui, prenant prétexte des conversations de Paris, prétend interdire toute manifestation publique sur le sujet.

Les réalistes de la politique trouveront paradoxal et superflu d'appeler à l'action alors que la cessation des bombardements sur la R.D.V. pourrait intervenir, voire de véritables négociations suivies d'un cessez-le-feu. Le Figaro leur montre la voie en découvrant soudain des mots et des titres pacifistes. Qu'on se souvienne que le Vietnam en guerre depuis plus de vingt ans a déjà fait l'expérience tragique de deux paix ratées, de deux traités signés par les impérialistes et aussitôt bafoués. L'offensive du Têt a précédé l'ouverture des conversations : les traités sanctionnent un rapport de force. Ensuite leur respect s'impose, toujours par la force, aux impérialistes.

Le problème du Vietnam — et à travers lui celui de l'internationalisme — devrait être au centre des débats des C.A. et des réunions de quartier. L'agitation doit reprendre à travers les tracts, les journaux muraux, les affiches. S'il esquivé la question, le mouvement de mai freinera jusqu'à sa propre lutte contre le capitalisme français.

C.A. III^e : Ni parti, ni secte ni église

Les militants du C.A. du III^e arrondissement ont pris connaissance du texte publié dans « Action » sous le titre : « La question du mouvement des C.A. est posée » (n° 20 du 11 septembre).

A cette occasion, les militants font valoir les points suivants, qu'ils partagent pour leur ensemble, tout en exprimant, individuellement, des réserves sur la formulation ou l'opportunité.

1. — Le texte du XIII^e arrondissement apporte quelques affirmations péremptives qui sont certainement discutables, et en tout cas discutées dans les C.A. Exemple : « La leçon de mai, c'est la faillite à laquelle s'expose la spontanéité pure. » « Nous ne devons plus jamais sombrer dans le culte de la spontanéité. »

2. — Ce texte caractérise le mouvement de mai comme un échec, une faillite. D'autres camarades pensent qu'une révolution ne se fait pas nécessairement en un mois, ni en une seule phase ; ils voient dans mai la première étape d'un immense mouvement révolutionnaire, et estiment que cette première étape marque la fin d'une période d'apathie conformiste ; elle a remis en cause tout l'équilibre de la société capitaliste gaulliste ; elle a tracé les voies pour un nouveau bond en avant dans la perspective historique d'une génération.

3. — Si le mouvement de mai a su rendre vie à l'espoir et à la révolution, c'est grâce à l'audace et à la jeunesse dans la pensée et les méthodes, c'est parce que ce mouvement a su faire table rase de certains dogmes paralysants qui avaient tué l'espoir et consolidé la bourgeoisie.

4. — « L'éducation politique » doit donc être conçue dans le même esprit ; elle doit être délibérément contestataire, critique, irrespectueuse.

5. — Certains, dans les C.A., croient aux vertus de l'organisation. Ceux-là peuvent à loisir militer dans des partis, qui leur proposent toute l'échelle des C.C., bureaux politiques ou secrétariats généraux, sans parler de plates-formes et lignes politiques. Militer aux C.A. n'implique nullement la condamnation de la militance dans un parti.

6. — Par contre, nous souhaitons vivement qu'il ne se trouve pas chez nous de militants qui en soient encore à annoncer sérieusement que « l'organisation décide de tout », comme on disait au P.C.F., il n'y a pas bien longtemps.

7. — Certains, que nous croyons nombreux, militent aux C.A. précisément parce qu'ils estiment périmées et néfastes les méthodes et les techniques propres aux partis.

8. — Ceux-là estiment qu'il n'est pas dans la fonction des C.A. de proposer un parti de plus, un mouvement de plus, une ligne politique de plus. Ils voient dans les C.A. une méthode d'intervention efficace dans le processus révolutionnaire, qui est spontané et non imposé.

9. — Organiser aujourd'hui, dans la perspective du mouvement révolutionnaire, et même dans celle d'un éventuel dépérissement, c'est créer des réalités de type durable, tels que ciné-clubs, ateliers de sérigraphie, cercles populaires d'information et de réflexion politiques, c'est animer des sections syndicales ou noyaux syndicalistes de lutte de classes, etc. C'est cela, organiser, et non pas « créer » un bureau politique, ni pondre une « plate-forme ».

10. — Corseter aujourd'hui les C.A. dans des appareils, des principes, c'est non seulement compromettre immédiatement leur existence, c'est aussi les rendre incapables à la nécessaire transformation qu'ils doivent eux-mêmes impulser dans l'alternative d'un nouveau bond révolutionnaire ; dans cette alternative, en effet, les centres de décision ne seraient probablement plus les quartiers ou les arrondissements, mais les entreprises, les services publics. Les Comités d'Action actuels ne seraient probablement que les soutiens et la réserve des Comités de Grève, des nouveaux types de « Communes » ou de « Soviets », qui mèneront contre l'Etat les assauts décisifs. Il serait certes dérisoire de penser dès aujourd'hui mettre en place des appareils qui proclameraient leur vocation à « diriger » (!) la Révolution.

11. — La « coordination » risquerait à son tour de se révéler un concept dangereux pour l'existence des C.A., dans la mesure où « coordination » évoquerait pour certains militants intervention de directions et directives, prétendues synthèses et lignes politiques qui signifieraient dépérissement et mort des C.A. Mais c'est que dans ce cas on essaierait d'interpréter la coordination au sens de « centralisation » qui lui est à nos yeux opposé.

Ce qu'il convient au contraire de promouvoir et d'organiser, c'est l'échange d'informations entre les C.A. et toutes les formes de libre coopération dans les actes.

Quant aux décisions et positions politiques, c'est aux assemblées générales de chaque C.A. et à l'ensemble des C.A. qu'il revient de les élaborer.

LE P.C.F. ENTRE COUSIN MOLLET ET PAPA BREJNEV

« Unanime » en mai, le Bureau Politique du P.C.F. est toujours « unanime » en octobre. Le Comité Central approuve à l'unanimité. Jeannette Vermeersch (Thorez) démissionne, Roger Garaudy se soumet, la façade est sauve. Ce n'est qu'une façade, tout le monde en convient. Roger précise qu'il n'en pense pas moins. Jeannette que « la nuit porte conseil », la presse bourgeoise annonce que 30 % des adhérents sont en désaccord sur la question tchécoslovaque ; nous qui discutons avec les militants du P.C.F. savons qu'ils se posent sérieusement des problèmes et que ces problèmes sont sérieux.

Que nous apprend aujourd'hui le débat qui se déroule au sein du P.C.F. sur la Tchécoslovaquie ? Ce débat se déroule mal. La direction a été contrainte de s'expliquer parce que les militants n'acceptent plus sans discuter les « résolutions unanimes » du C.C. La discussion s'est instaurée malgré l'appareil qui veut absolument freiner et canaliser le débat. Ainsi on nous apprend que Jeannette Vermeersch a eu une position « contradictoire » sans nous informer de ses arguments ; on nous apprend que Garaudy fut critiqué sans nous dire comment. Toute la discussion au C.C. est tenue sous le boisseau, les divergences sont un secret d'Etat.

La volonté d'interdire tout débat se révèle à la façon dont le P.C.F. prétend mener la discussion sur le plan international. Imaginons qu'il soit sérieux lorsqu'il affirme : 1) que l'intervention en Tchécoslovaquie pose un « problème grave » sur lequel il a fallu « se prononcer publiquement » ; 2) que le Parti Communiste d'Union soviétique, responsable de l'intervention, est « l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste », etc. La simple logique conduirait à conclure que lorsque la direction « communiste » française rencontrera la direction soviétique, elle mettra sur le tapis ce « problème grave » et en fera un sujet essentiel de la rencontre. Pas du tout, on en parlera le moins possible : « Il nous semble que, sur les événements de Tchécoslovaquie, à propos desquels il existe entre nos Partis une divergence, nous pourrions nous en tenir à résumer nos positions respectives » (rapport de Plissonnier).

Discussion « franche et approfondie » : ne pas parler des choses qui fâchent ! L'internationalisme prolétarien, s'il n'était pas un masque hypocrite, devrait permettre de juger en commun d'une crise grave ; pour le P.C.F. ça se résume dans le principe petit bourgeois du « chacun maître chez soi » ; toujours le même réflexe bureaucratique : à l'intérieur du Parti comme entre partis, bouche cousue sur les divergences. Et si la couture craque, refaisons un point, embrassons-nous.

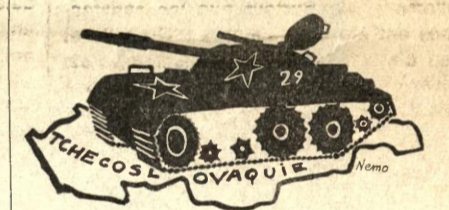
LA POLITIQUE DE LA DIRECTION

Rochet désapprouve, mais... Il a repris au parti radical le style du ni oui ni non et pond des rapports nègre-blanc sur l'Union soviétique. Ce fut la même chose en mai : je suis contre les « gauchistes » et contre les fascistes, mais surtout ne me demandez pas d'agir. « D'un côté, de l'autre », c'est le petit-bourgeois qui raisonne remarquait déjà Marx. Rochet découvrira toujours en chaque chose un bon et un mauvais côté : il occupera le « juste milieu ». Ce n'est pas seulement un trait de caractère, mais toute une politique : le P.C.F. parle (de moins en moins) comme s'il était révolutionnaire, pour garder une clientèle ouvrière ; il agit en parti parlementaire bourgeois, pour s'installer dans le système. Ce double jeu fonctionne tant qu'il n'est pas mis à l'épreuve des faits. Mai fut un révélateur, le Parti apparut coincé entre sa phrase « marxiste » et sa réalité bourgeoise.

La Tchécoslovaquie le coince à nouveau. Bourgeois en politique intérieure le P.C.F. pouvait au moins faire semblant de rester révolutionnaire, en politique extérieure : sa fidélité à l'Union soviétique, « pays de la Révolution d'Octobre », lui servait de garantie. D'autant qu'il a cultivé le mythe de la « Patrie du Socialisme » en dissimulant depuis toujours les crises terribles que l'Union soviétique subissait. La fidélité à l'U.R.S.S. fut longtemps en France l'opium de la classe ouvrière, le point d'honneur révolutionnaire d'un parti renonçant à la révolution.

D'où son problème aujourd'hui : il faut plus ou moins choisir entre la bourgeoisie française et l'armée soviétique, entre Guy Mollet et Brejnev. L'équilibre est instable : si le P.C. choisit trop nettement le mariage avec la S.F.I.O., il ne trompe plus personne et perd une partie de sa base ouvrière. Si le P.C. se déclare trop russe, la « gauche » bourgeoise le repousse de nouveau et sa « voie parlementaire » vers le socialisme ne fait alors plus illusion. C'est pourquoi la bourgeoisie le laisse tranquille et n'insiste pas pour qu'il clarifie ses positions : elle espère que le P.C.F., immobilisé par ses contradictions, immobilisera longtemps la classe ouvrière. Un blâme pour Garaudy, une démission pour Vermeersch, l'équilibre est sauf. Le premier n'est pas trop à droite, mais trop à l'Ouest, la seconde n'est pas gauchiste, mais trop à l'Est. Au centre serait le repos. Mais servir deux maîtres n'est pas de tout repos.

Ne pleure pas Jeannette !...



On n'est pas encore partis....

Si le Parti cherchait simplement à ménager la chèvre et le chou, cela ne mériterait pas de longs commentaires. Mais le P.C.F. n'est pas seulement coincé, il cherche à coincer la classe ouvrière.

C'est pourquoi la discussion née dans le Parti est un bon signe. D'abord parce qu'elle existe : depuis mai, la politique est à nouveau présente dans les usines ; avec quatre mois de retard la contestation pénètre le P.C.F. Ensuite, parce qu'elle est symptomatique : les militants ouvriers qui n'avaient suivi qu'à contre-cœur la politique de capitulation du P.C.F. au mois de mai relient l'attitude droitiste et parlementariste de la direction du P.C. à son infidélité à l'U.R.S.S. C'est normal : pendant des dizaines d'années, le P.C.F. a répété sur tous les tons que l'inconditionnalité à l'U.R.S.S. est la marque des véritables révolutionnaires.

Le choix entre Rochet, Garaudy et Thorez-Vermeersch est un choix pourri. Reste à ne pas confondre la lutte d'influence qui se déroule au Bureau Politique et le débat que veulent les militants. Même lorsqu'ils demeurent prisonniers du mythe soviétique, ils formulent aujourd'hui contre Rochet les critiques qu'on leur a fait rentrer dans la gorge en mai (au nom de l'Unanimité).

Libre au Nouvel Observateur de faire la fine bouche : les ouvriers seraient incorrigiblement « dogmatiques ». Un cadre bureaucrate est dogmatique, qu'il soit pour Rochet ou pour Brejnev. Mais l'ouvrier militant qui s'oppose à la direction bureaucratique, même lorsqu'il s'est fait un mythe de la lointaine Russie, cet ouvrier est un « gauchiste » qui s'ignore encore. A nous de le lui faire savoir.

